"**Gangtérisation en Haïti : outil de contrôle politique, économique et sphère d'influence internationale"**

**Nous avons divisé le texte en plusieurs sections ; voici la première publication.**

**INTRODUCTION**

Notre histoire, nos luttes, nos espoirs, et nos rêves risquent aujourd'hui d'être anéantis par une période d'instabilité sans précédent. Les idéaux portés par des générations d'Haïtiens, depuis l'indépendance conquise en 1804, se heurtent à une réalité sombre, marquée par une crise profonde qui s'enracine dans la gangstérisation croissante du pays. Ce phénomène complexe et alarmant mêle corruption endémique, affaiblissement systématique des institutions, et une dépendance internationale exacerbée, pour produire une situation qui dépasse le cadre d'une simple crise sécuritaire.

La gangstérisation en Haïti ne se limite pas à la violence et au chaos qu'elle engendre. Elle est devenue un mécanisme de contrôle politique, social et économique qui sert des intérêts aussi bien locaux qu'internationaux, tout en fragmentant profondément le tissu social et la souveraineté nationale. Des quartiers populaires aux sphères les plus élevées du pouvoir; cette dynamique gangrenée mine les bases dun développement durable et solidaire. Elle transforme les communautés en zones de non-droit et les citoyens en otages d'un système criminel institutionnalisé.

Pourtant, au-delà de l'ampleur tragique de ce phénomène, une question essentielle s'impose : comment en sommes-nous arrivés là ? Cette interrogation, lourde de sens, exige une analyse rigoureuse des facteurs historiques, politiques, économiques et sociaux qui ont permis à cette gangrène de prospérer. C'est à travers cette exploration que nous pourrons non seulement comprendre les racines du problème, mais également envisager des pistes pour rétablir la sécurité, l'équité, et la souveraineté dans un pays en quête de renaissance.

**Origine et développement des gangs en Haïti -**

Après la chute de la dictature de Jean-Claude Duvalier en 1986, Haïti a traversé une période tumultueuse marquée par des affrontements violents entre les partisans de l'ancien régime et ceux aspirant à mener le pays vers une transition démocratique profonde. Michel-Rolph Trouillot souligne que cette transition a été marquée par une succession de gouvernements provisoires et une lutte acharnée entre forces réformistes et conservatrices, augmentant profondément l'instabilité politique et sociale du pays. Sur le plan économique, l'effondrement de l'appareil productif national, conjugué à la dépendance croissante aux importations, a aggravé la précarité des populations. Sur le plan social et culturel, les aspirations populaires pour plus de justice et d'égalité se sont heurtées à un système marqué par des inégalités structurelles et l'absence dune réforme agraire priorisant l'accès à la terre aux réels exploitants.

Dans ce contexte de tensions multiples, un vide sécuritaire s'est progressivement installé, alimenté par l'affaiblissement des institutions de l'État, notamment celles chargées de garantir la sécurité publique. La lutte entre différentes factions politiques pour le contrôle du pouvoir a accentué cette fragilité, ouvrant la voie à l'émergence et à la consolidation de groupes armés dans les quartiers populaires. Perçus à l'origine comme des défenseurs locaux ou des moyens dauto-protection, ils se sont évolués au fil des décennies pour devenir ce qu'ils sont aujourd'hui ; des gangs. Ils contrôlent des territoires, exercent une influence économique et politique significative sur le pays, donc des entités puissantes.

Le phénomène s'est amplifié dans les années 2000, les gangs sont désormais des instruments privilégiés pour le contrôle des quartiers populaires, souvent à des fins électorales ou de persécutions politiques. Bernardin (2018), souligne que le renforcement de ces groupes armés a été particulièrement marqué après la dissolution de l'armée haïtienne en 1995 par le président Jean-Bertrand Aristide. Cette décision, bien qu'initiée dans un contexte de démocratisation, a laissé un vide dans les structures de défense et de sécurité du pays, renforçant l'insécurité et facilitant la prolifération de groupes criminels organisés.

Historiquement, les premières manifestations de gangs armés sont apparues dans des quartiers populaires tels que Cité Soleil, Martissant et Bel-Air. À mesure que ces groupes consolident leur pouvoir, ils deviennent non seulement des acteurs locaux incontournables, mais aussi des menaces pour l'ordre public et la souveraineté nationale. Au fil des décennies, ces gangs ont évolué pour devenir de véritables acteurs paramilitaires ou para-policiers.

Leur influence a pris une ampleur sans précédent sous la présidence de Michel Joseph Martelly (2011-2016), marquant une étape critique dans la normalisation du banditisme. Ce tournant a renforcé leur contrôle sur des zones clés, notamment dans la région métropolitaine de Port-au-Prince. Maintenant plus de 80 % du territoire est désormais sous leur domination. Des quartiers tels que Cité Soleil, Village de Dieu, Canaan, Bel-Air, Bas Delmas, La Saline, Martissant, Carrefour Feuille, Carrefour, Croix des Bouquets sont devenus des bastions quasiment inaccessibles aux forces de l'ordre. Cette réalité s'étend également aux communes du département de l'Artibonite, comme Petite Rivière de l'Artibonite, Marchand Dessalines, Estère où les gangs exercent une influence significative.

L'absence d'opportunités éducatives et professionnelles a également été un facteur clé de leur prolifération. Les jeunes, souvent privés d'accès à une éducation de qualité ou à des perspectives d'emploi, ont été facilement recrutés par ces groupes criminels. En parallèle, le manque de services publics dans ces zones a contribué à renforcer leur pouvoir. En offrant des "emplois" et divers avantages, les gangs ont progressivement endossé le rôle d'acteurs socio-économiques, consolidant ainsi leur emprise sur les quartiers qu'ils contrôlent. Ces gangs se sont alors imposés comme des outils de manipulation politique et économique, jouant simultanément les rôles de répression et de "prestataires" de sécurité dans ces communautés marginalisées.

**Corruption systémique, impact économique des gangs -**

Certaines personnalités politiques, de hauts fonctionnaires et des hommes d'affaires ont joué un rôle central dans la consolidation des gangs. Souvent, ils ont été accusés d'entretenir des liens directs ou indirects avec ces groupes. Ils sont utilisés comme outils de contrôle ou comme moyens de répression dans des contextes commerciaux et électoraux. La corruption endémique, le clientélisme et le népotisme ont créé un environnement favorable à leur structuration en acteurs influents du pouvoir. Louis (2016), mentionne des collaborations implicites entre les gangs et des acteurs politiques et économiques dans des réseaux criminels.

Leurs suppôts les ont souvent présentés comme "leader communautaire", illustrant ainsi l'interdépendance troublante entre politique, économie et criminalité organisée. Les gangs occupent une place prépondérante dans l'économie informelle haïtienne. Ils contrôlent des zones stratégiques pour les échanges commerciaux et les réseaux de distribution, ils perturbent profondément les mécanismes économiques. Leur imposition de taxes (rackets) sur les commerçants locaux affecte non seulement l'économie formelle mais également l'informelle, consolidant leur pouvoir économique. Par exemple, le contrôle des routes et des points de transit par les gangs bloque le libre-échange des marchandises, augmentant les coûts de transport et réduisant l'efficacité des entreprises.

Cette situation engendre des répercussions multiples : inflation, insécurité des investissements, et une économie de plus en plus dépendante d'acteurs politiques. Ces derniers, par leur inaction ou leur collaboration avec les gangs, contribuent à la perpétuation de cette dynamique. Selon Louis (2016), les gangs exercent une pression économique systématique sur les populations urbaines et rurales, transformant les dynamiques commerciales en instruments de domination. Ils bénéficient de la faiblesse des institutions, qui leur permettent de contrôler des secteurs économiques clés, perturbant ainsi l'équilibre du marché et générant une économie parallèle.

**CONCLUSION**

La gangstérisation en Haïti illustre tragiquement la convergence de plusieurs dynamiques interconnectées : la faiblesse chronique des institutions publiques, l'effondrement socio-économique, et la collusion entre élites politiques et économiques avec des entités criminelles. Loin d'être une simple expression de violence urbaine ou de criminalité isolée, ce phénomène s'est bien institutionnalisé, devenant un levier de pouvoir, un outil de contrôle des masses et un mécanisme d'influence politique et économique.

L'implication des gangs dans tous les aspects de la vie nationale ; du commerce informel à la gouvernance territoriale reflète la profondeur de la crise. Au-delà des pertes humaines et matérielles, cette situation mine les fondements mêmes de la souveraineté nationale et de la cohésion sociale. Elle pose également des défis immenses à toute tentative de développement ou de reconstruction de l'État.

Pourtant, la gangstérisation nest pas une fatalité. Elle est le résultat de choix politiques, de complicités structurelles et de l'absence de volonté réelle de transformation. Renverser cette dynamique exigera une refondation en profondeur des institutions haïtiennes, accompagnée d'une lutte déterminée contre l'impunité et la corruption et d'une refonte des mécanismes économiques et sociaux favorisant l'inclusion.

Dans un contexte où la gangstérisation est également instrumentalisée par des puissances internationales, la quête d'une solution durable passe inévitablement par une reprise en main souveraine des leviers de pouvoir, couplée à une mobilisation populaire pour une nouvelle gouvernance, orientée vers le bien commun et la justice sociale. Il ne s'agit pas simplement de combattre les gangs, mais de s'attaquer aux systèmes qui les ont engendrés et maintenus.

**Bibliographie**

1- Bernardin Alphonse, Les gangs en Haïti : de la marginalité à l'influence politique, Port-au-Prince : C3 Éditions, 2018

2- Louis, Ilionor. Gouvernance et ingérence : Haïti face à l'occupation humanitaire. Port-au-Prince : C3 Éditions, 2016.

3- Michel-Rolph Trouillot, Haïti, État contre nation : Les enjeux de la société d'après Duvalier, Paris : Maisonneuve & Larose, 1992.

Grand Pré , 11 Décembre 2024

Hugue CÉLESTIN

Sociologue

Répon